

N°2254

**DIRECTION
DES LIBERTES PUBLIQUES**

**Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement**

République Française

PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

LE PREFET DE LA HAUTE-MARNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERI

Société ETILAM à Saint Dizier

ARRETE PREFECTORAL DE MESURES CONSERVATOIRES

Installation classée n° 1122

VU le code de l'environnement, Livre V – Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application, et notamment l'article 18,

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surfaces,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n°1434 du 25 mai 1962 et récépissé du 25 mai 1962 autorisant la société Nouvelles des Usines de Sainte-Marie et Gravigny à exploiter sur son site de St Dizier un atelier de laminage, tréfilage de feuillards, décapage et galvanisation de métaux,

Vu les récépissés de déclaration des 23 mai 1995 pour un stockage d'hydrogène gazeux, et du 5 mai 1985 pour une installation d'application de peintures utilisant 300 kg/j de peintures, et une installation de séchage ayant une température de séchage ne dépassant pas 80°C,

VU le récépissé de transfert d'exploitant au nom de la S A ETILAM du 12 avril 1996,

VU les manquements du dossier de demande en autorisation déposé le 20 novembre 2003 auprès de M le Préfet de la Haute-Marne par la société Etilam pour la régularisation de son activité d'application et séchage de peintures d'une capacité de 750 kg/j de peintures, non autorisée, et la réactualisation des installations de traitements de surfaces, et notamment l'absence de projet précis de mise en conformité des installations précitées ;

VU les résultats d'autosurveillance transmis en 2003 et 2004 à l'inspection des installations classées concernant le contrôle des effluents liquides des ateliers de traitements de surfaces

de la ligne étamage, laquage et galvanisation ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 mai 2004, qui juge que les chaînes de traitements de surfaces ne disposent pas à ce jour de réels systèmes de traitement permettant de fiabiliser la qualité des rejets dans le milieu naturel, en terme de respect de pH et des concentrations limites en métaux, ceci étant confirmés par les résultats d'autosurveillance précités ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 fixe à son article 4.1.2 des contrôles hebdomadaires sur les rejets en métaux, et que cette fréquence est insuffisante pour assurer un réel contrôle des caractéristiques des rejets des installations de traitements de surfaces exploitées par la société Etilam, et notamment des chaînes d'étamage et de galvanisation présentant des risques de pollution des eaux par des métaux tels que plomb, zinc et étain ;

Considérant que l'état des installations de traitements de surfaces avant les travaux engagés en 2003 nécessite une surveillance des eaux souterraines présentes sous le site, compte tenu des métaux mis en oeuvre sur le site, dont le plomb ;

Considérant que les émissions de composés organiques volatils du site ne respectent pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, bien que le volet santé présenté par l'exploitant ne conclue pas à un impact santé pour les populations avoisinantes, et que par conséquence la surveillance des émissions doit être renforcée ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire par mesure de sauvegarde des intérêts visés à l'article 511.1 du code de l'environnement de définir dans les meilleurs délais les mesures à prendre pour une réduction notable des émissions liquides et gazeuses de cet établissement ;

VU l'avis émis par les membres du conseil départemental d'hygiène du 28 juin 2004,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

ARRETE :

ARTICLE 1

La société ETILAM, dont le siège social est situé avenue du Général Sarrail à Saint Dizier (52100), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté dans la poursuite d'exploitation de ses activités.

Ces dispositions sont édictées dans l'attente des prescriptions qui seront réactualisées à l'issue de la procédure de demande en autorisation en cours d'instruction, et pourront être renforcées en ce qui concerne les valeurs limites de rejet au vu des contraintes liées au milieu naturel mises en évidence lors de cette procédure.

ARTICLE 2: ATELIERS DE TRAITEMENTS DE SURFACES (ETAMAGE, LAQUAGE, GALVANISATION)

2.1 - Limitation de débit :

Les systèmes de rinçage des ateliers de traitements de surfaces doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Le débit d'effluents doit correspondre, pour chaque fonction de rinçage nécessaire dans les chaînes de traitements, à un niveau moyen de moins de 8 litres par mètre carré de surface traitée.

Un relevé mensuel doit être établi de la surface traitée par chaîne, accompagné de la consommation mensuelle en eau correspondante, afin d'en déterminer le niveau de l/m² de surface traitée par chaîne.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement éventuelles.

2.2 - Entretien et suivi des installations :

Les installations doivent être correctement entretenues.

Ces opérations d'entretien, ainsi que les incidents de fonctionnement et les dispositions prises pour y remédier, doivent être portées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3 - Traitement des effluents

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées à l'article 2.4 du présent arrêté.

2.4 – Caractéristiques des rejets

Les valeurs limites fixées ci-après s'imposent aux effluents en provenance des chaînes de traitements de surfaces avant toute dilution avec des eaux de refroidissement ou eaux pluviales éventuelles.

Les valeurs limites en concentration s'appliquent à des prélèvements moyens réalisés sur 24 h. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur prescrite, sauf pour les métaux.

Equipement des points de prélèvements

Chaque sortie d'effluents doit être équipé, avant tout mélange d'un dispositif de prélèvement et de mesure automatique suivant :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24h ,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,
- un pH-mètre en continu avec enregistrement qui provoque, en cas de valeurs hors spécifications, l'arrêt automatique des installations.

Débit :

Les débits d'eaux résiduaires industrielles rejetées en sortie de chaque chaîne de traitement avant toute dilution ne devront en aucun cas dépasser les valeurs suivantes :

	Débit journalier maximum rejeté en m3/jour		Hypothèses retenues	
	chaque jour (établi sur un débit spécifique de 8l/m2 de surface traitée)	en moyenne mensuelle	Production maximale	Nombre de fonction de rinçage
étamage	65	55	325 m2/h 3x8h	1
galvanisation	325	200	845 m2/h 3x8h	2
laquage	220	150	1150 m2/h 3x8h	1

Substances polluantes :

Paramètre	Concentration maximale en mg/l (arrêté ministériel du 26 /9/85)
PH	6,5 à 9
MES	30
DCO	150
Fer	5
Zinc	5
Plomb	1
Cuivre	2
Aluminium	5
Etain (Sn)	2
Total métaux	15
Nitrites	1
Phosphore	10
Hydrocarbures totaux	5

Equipement des points de prélèvements

Chaque sortie d'effluents doit être équipé, avant tout mélange d'un dispositif de prélèvement

et de mesure automatique suivant :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24h ,
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement,
- un pH-mètre en continu avec enregistrement qui provoque, en cas de valeurs hors spécifications, l'arrêt automatique des installations.

2.5 – Surveillance des rejets

2.5.1 - Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de chacune de ses chaînes de traitement, avant toute dilution. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Chaîne d'étamage et de galvanisation :

Paramètres	Fréquence de contrôle	Méthodes de mesure normalisées
Ph	Continu avec enregistrement	NFT 90 008
Débit	Continu avec enregistrement	
MES	Journalier	NFT 90 105
DCO	Hebdomadaire	NFT 90 101
Fer	Journalier	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Zinc	Journalier	FD T 90 112, ISO 11885
Plomb	Journalier	NF T 90 027 et NF T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Etain (Sn)	Journalier	FD T 90 119, ISO 11885
Cuivre	Journalier	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Aluminium	Journalier	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Hydrocarbures	Mensuel	NF T 90 114

Chaîne de laquage :

Paramètres	Fréquence de contrôle	Méthodes de mesure normalisées
Ph	Continu avec enregistrement	NFT 90 008
Débit	Continu avec enregistrement	
MES	Hebdomadaire	NFT 90 105
DCO	Hebdomadaire	NFT 90 101
Fer	Hebdomadaire	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Zinc	Hebdomadaire	FD T 90 112, ISO 11885
Plomb	Hebdomadaire	NF T 90 027 et NF T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Etain (Sn)	Hebdomadaire	FD T 90 119, ISO 11885
Cuivre	Hebdomadaire	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885

Aluminium	Hebdomadaire	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Hydrocarbures	Mensuel	NF T 90 114
Phosphore	Mensuel	NF T 90 023

Les analyses doivent être réalisées sur un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24h proportionnellement au débit.

Les contrôles prescrits dans le tableau ci-dessus sont effectués selon des méthodes simples.

Une fois par trimestre, un prélèvement doit être effectué dans les mêmes conditions de prélèvement, pour analyses sur l'ensemble des paramètres selon les méthodes normalisées mentionnées au tableau ci-dessus.

La fréquence de ces contrôles pourra être réexaminée en cas de mise en place d'un dispositif de traitement fiable des rejets de chaque chaîne de traitement et au vu des résultats transmis.

2.5.2 – Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures prescrites à l'article 2.5.1 ci-avant devront être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.5.3 - Transmission des résultats d'autosurveillance

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 2.1 (limitation des débits) et 2.5.1 (autosurveillance) sera transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes de dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

3 – Conséquence des pollutions accidentelles :

En cas d'incident susceptible de détériorer la qualité des rejets, l'inspecteur des installations classées et les agents du service chargé de la police des eaux seront immédiatement alertés.

L'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements dont il dispose permettant de définir les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore.

A cet effet, l'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans son établissement : les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Cette information devra être suivie d'un rapport écrit de l'exploitant explicitant les conditions dans lesquelles cet incident a fait sortir les caractéristiques de l'effluent des niveaux fixés à cet arrêté.

Lors d'une pollution importante du milieu récepteur, l'inspecteur des installations classées ou les agents du service chargé de la police des eaux pourront demander que des analyses spéciales des rejets soient effectuées dans les plus brefs délais, éventuellement sous le contrôle d'un organisme indépendant.

ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant doit mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines à partir des 3 piézomètres déjà implantés sur le site.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe avec analyse sur les paramètres suivants :

Paramètres	Méthodes de mesure normalisées
Fer	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Zinc	FD T 90 112, ISO 11885
Plomb	NF T 90 027 et NF T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Etain (Sn)	FD T 90 119, ISO 11885
Cuivre	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11 885
Aluminium	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
Hydrocarbures	NF T 90 114

Les résultats des mesures ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation.

La première campagne de surveillance devra intervenir sous un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Au vu des résultats de la première année, et après avis de l'inspection, la surveillance pourra être levée.

ARTICLE 4 : SURVEILLANCE DES EMISSIONS DE COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un relevé mensuel de ses consommations de solvants.

Ce relevé devra être fourni, pour les consommations correspondant au mois n, avant le 15 du mois n+1.

ARTICLE 5 : CONTROLES SPECIFIQUES OU INOPINES

5.1 - Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Le choix de l'organisme prestataire, s'il n'est pas agréé à cet effet, est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

5.2 - L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6: Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7:

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de St Dizier, le Maire de St Dizier, La Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne-Ardenne, Le Coordonnateur Départemental des Subdivisions de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le Directeur de la Sté ETILAM 52 Avenue du Général Sarraill 52115 Saint Dizier.

A Chaumont, le 19 JUILLET 2004

Pour le Préfet et par délégation

Le Sous-Préfet

Roland POLYCARPE